

CHIFFRENUR FÜR INTERNEN GEBRAUCH
POUR USAGE INTERNE UNIQUEMENT

paris 28.05.91 1000

00201 nnnnn

28. Mai 1991 14 10
pour : dfep/ofaee, bureau de l'integration

Bundesamt für Aussenwirtschaft

No.

EE 707. 830

23. MAI 1991

bfo



copie : dfae : - secretaire d'etat k. jacobi
 - service economique et financier
 - division politique i
 dfep/ofaee : - secretaire d'etat f. blankart
 - ambassadeurs jek, ari, dir
 - service libre-echange
 - service economique, monetaire et
 financier
 aff/aff : - dir. gygi, sd kaeser

copie a transmettre par vos soins :
 dns, zurich : pres. lusser et dg zwahlen

copie transmise directement par radio/data care a :
 - mission bruxelles
 - delegation gatt, geneve
 - delegation ocde, paris
 - ambassade de suisse athenes, bonn, bruxelles, copenhagen,
 dublin, la haye, lisbonne, londres, luxembourg, madrid,
 rome, washington.

u e m et politique economique francaise

entretien a. martinelli avec m. marc-antoine autheman (a),
 conseiller pour les affaires monetaires du ministre de
 l'economie, des finances et du budget.

a se declare plutot satisfait des progres accomplis dans le
 cadre de la conference intergouvernementale sur l'uem. tous
 les obstacles ne sont pas leves mais paris est confiant
 qu'une convergence d'interets entre la france, l'Allemagne
 et le royaume-uni permettra d'avancer vers la realisation de
 l'uem. l'objectif final francais reste la monnaie unique,
 mais bercy estime, maintenant, peu probable qu'au vu de ses
 implications politiques et psychologiques elle puisse etre
 realisee avant la fin du siecle. la date de 1997 pour le
 debut de la 3e phase donnera en fait le coup d'envoi de la
 meditation conduisant a la monnaie unique. par contre le pas
 essentiel sera constitue par la conclusion d'un traite sur
 les changes fixes qui pourrait entrer en vigueur vers
 1996-97. a partir de ce moment, et encore davantage que
 maintenant, le pouvoir d'attraction exerce par les pays lies
 par les parites fixes sur les autres membres de la ce ou
 non-membres, sera tres fort.

original ging an: ip

kopien gingen an: bawi
 dir. gygi, sd kaeser, dff
 dns, zurich, lusser + zwahlen
 eurorat strassburg
 botschaft kopennagen

28.5.91 13.45h - o - za

Dodis



pour en arriver a ce stade, il est evident que les pays participants devront parvenir a une convergence poussee de leur politique economique. il n'y a sur ce point, selon a, aucune divergence entre paris et bonn. cette convergence existe en fait deja entre 6-7 pays de la ce. cette situation rend plausible le fait que l'uem, deuxieme et troisieme phase, puisse etre engagee par un nombre restreint de pays. paris n'entend toutefois pas parler d'europe a deux vites- ses, mais de pays se rapprochant par etapes, grace a des periodes de transition, du noyau plus avance. dans ce dispositif, m. beregovoy est convaincu qu'il faut tout faire pour assurer la participation britannique a l'entreprise. le

ministre francais de l'economie et des finances dans ses contacts avec le premier ministre major, a retire la conviction que la reserve britannique sera levee, meme s'il est politiquement trop tot pour john major pour reprendre ouvertement l'objectif de la monnaie unique. selon m. beregovoy, le premier ministre britannique a compris que l'avenir du royaume-uni est en europe. alors que pierre beregovoy estime que l'avenir de l'europe se construira avec le royaume-uni. bien plus preoccupante est la situation de l'italie. pour a ce pays est tres loin de la convergence et on voit mal comment pourra-t-il redresser rapidement sa situation budgetaire.

la nouveau premier ministre francais ne devrait pas mettre en peril la politique economique et monetaire poursuivie jusqu'ici. le collaborateur de m. beregovoy est tres tranchant : si m. beregovoy est reste dans le gouvernement, avec des attributions accrues, c'est pour poursuivre sa politique economique basee sur la lutte contre l'inflation, le controle des depenses budgetaires et un franc fort. pour a, le ministre de l'economie et des finances est convaincu que c'est par la liberalisation de l'environnement des entreprises que l'etat aide le mieux ces dernieres et non pas a coups de subventions. de meme bercy compte maintenir sa politique liberale en matiere d'investissements etrangers. l'entree du japonais nec dans le capital de bull sera une premiere indication. des bruits ont couru que le premier ministre aurait mis son veto a la conclusion de l'operation. mais le ministere de l'economie et des finances, competent pour la decision, a diffuse une mise au point pour rappeler qu'aucune decision n'avait ete prise. m. beregovoy entend continuer d'appliquer sa politique economique et pas une autre et estime avoir l'appui du president de la republique.

il est par contre possible que la politique gouvernementale soit inflechie en matiere d'infrastructures et de formation. pour bercy, en particulier, il a toujours paru comme peu realiste de vouloir realiser en peu d'annees 18 nouvelles lignes de tgv. dans ces programmes de grands travaux, dont le financement n'est pas assure, le gouvernement cresson pourrait faire preuve de plus de retenue.

jagmetti +

ambasuisse